



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

22 SEPTEMBRE 2021

Agnès Bénassy-Quéré
Chef-Economiste
DG Trésor

Sébastien Bakhouché
Sous-directeur
Direction du Budget

Cyril Rousseau
Directeur Général
Agence France Trésor

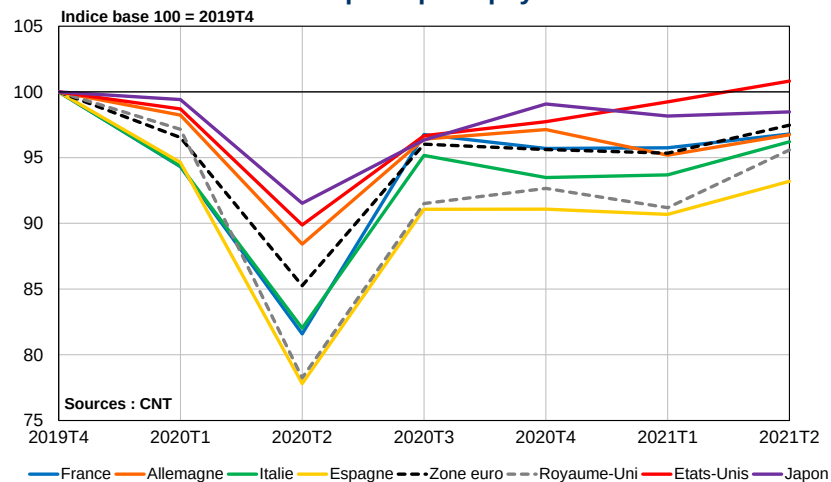
- **Scénario économique du PLF 2022**
- Finances publiques et principales mesures du PLF 2022
- Programme de financement

Principales hypothèses

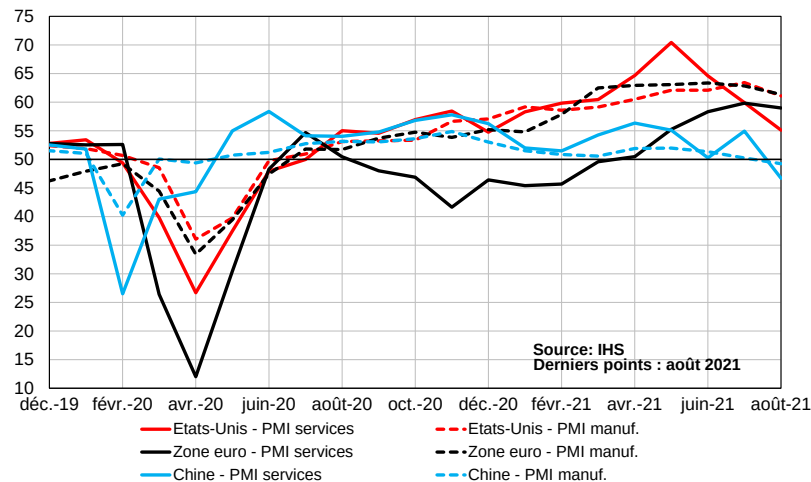
- **Situation sanitaire**
 - Levée graduelle d'ici fin 2021 des principales mesures sanitaires en France
 - Restrictions résiduelles en 2022 sur les déplacements internationaux
- **Pétrole et change** : gel au niveau moyen constaté entre le 9 et le 20 août
 - Prix du pétrole (Brent) : 69 \$ (59 €)
 - Taux de change euro-dollar : 1,17€
- **Informations nouvelles prises en compte jusqu'au 3 septembre**
 - Intègrent les résultats détaillés des comptes nationaux de l'Insee pour le 2^e trimestre 2021
 - Scénario arrêté avant les chiffres Insee de l'emploi au 2^e trimestre 2021 (publiés le 8 septembre)

Environnement international : une reprise généralisée mais hétérogène

PIB dans les principaux pays avancés

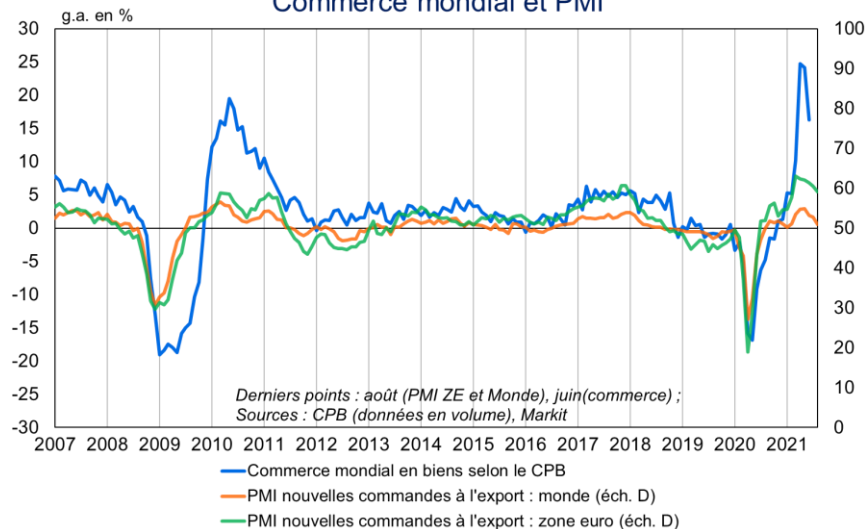


Indices des PMI par zone et par secteur

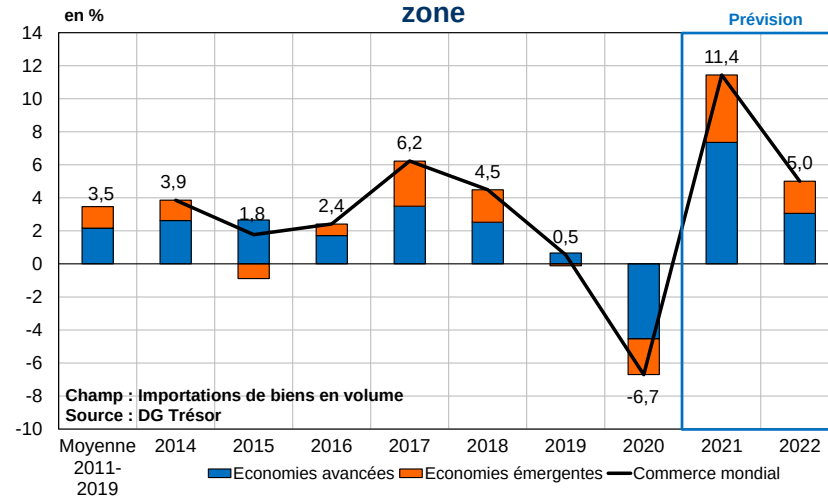


Environnement international : un fort rebond des échanges

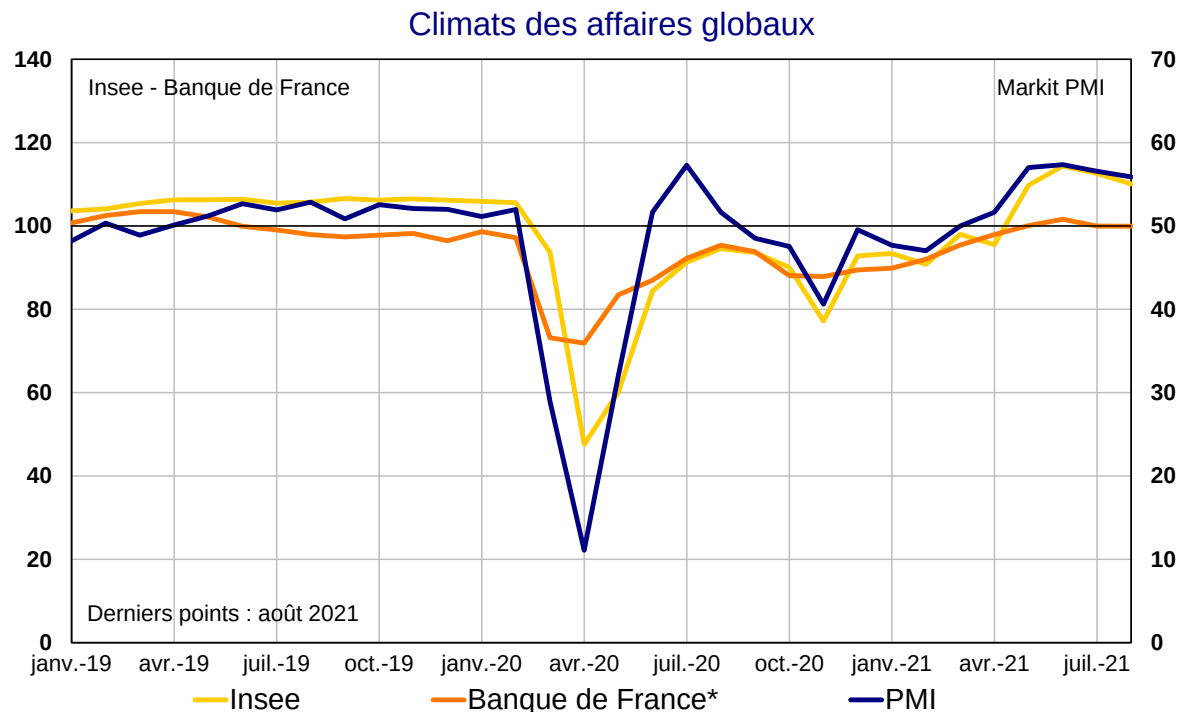
Commerce mondial et PMI



Commerce mondial de biens et contributions par zone



En France, les climats des affaires restent à un niveau élevé.

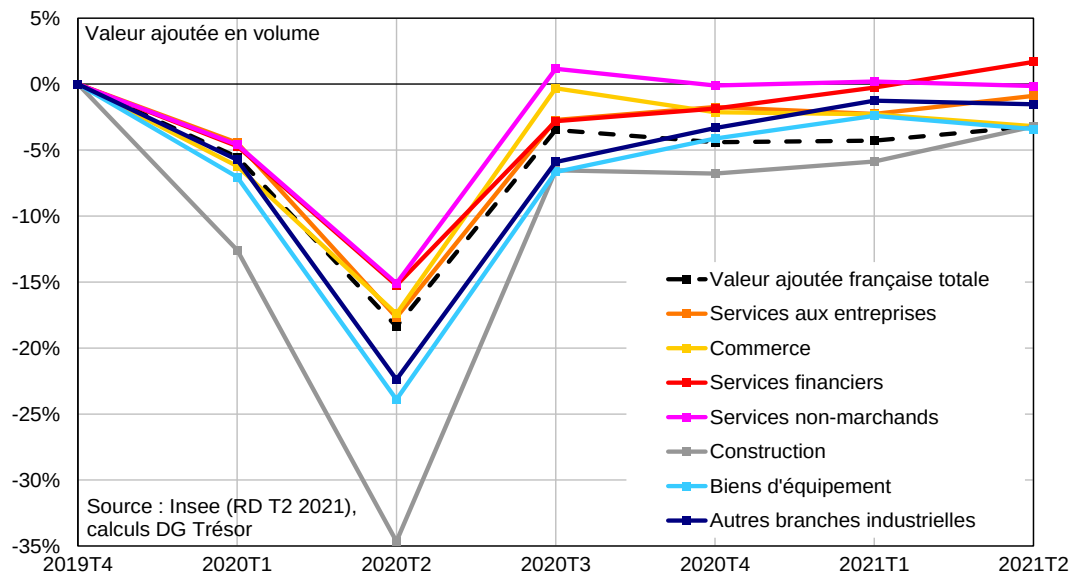


* Le climat global de la Banque de France est calculé par la DG Trésor comme une moyenne pondérée des climats dans l'industrie et les services. Les poids utilisés sont les mêmes que ceux de l'institut Markit pour le calcul du PMI composite (environ 80% pour les services et 20% pour l'industrie)

Direction générale du Trésor

La situation reste toutefois hétérogène entre les secteurs : une majorité a connu un fort rebond après une chute en 2020...

Ecart de la valeur ajoutée par rapport au 4e trimestre 2019
des secteurs ayant rapidement rebondi



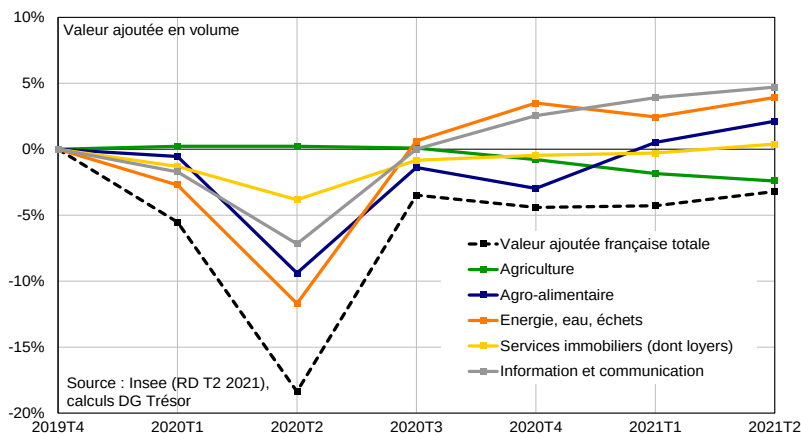
Poids des secteurs ayant rapidement rebondi (en % de la valeur ajoutée totale des branches en 2019) :

Ensemble des secteurs ayant rapidement rebondi (63,3 %) : Services aux entreprises (14,1 %) / Commerce (10,4 %) / Services financiers (3,8 %) / Services non-marchands (21,9 %) / Construction (5,7 %) / Biens d'équipement (1,5 %) / Autres branches industrielles (5,9 %)

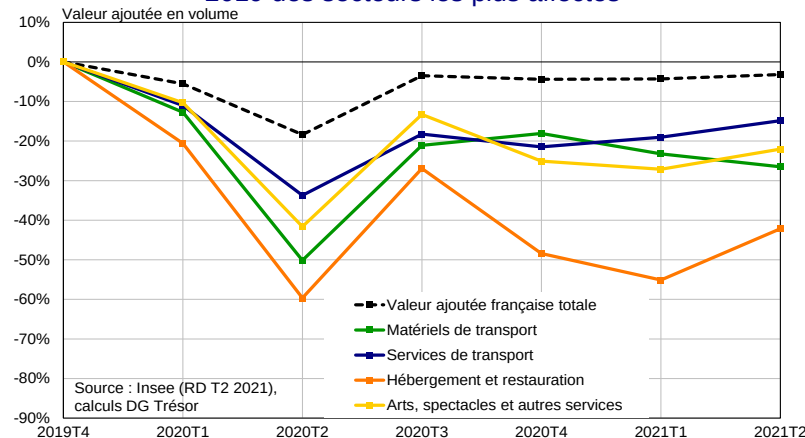
Direction générale du Trésor

... d'autres ont été relativement peu touchés par la crise, et une petite minorité connaît une activité encore bien en-dessous du niveau de 2019.

Ecart de la valeur ajoutée par rapport au 4e trimestre 2019 des secteurs résilients



Ecart de la valeur ajoutée par rapport au 4e trimestre 2019 des secteurs les plus affectés

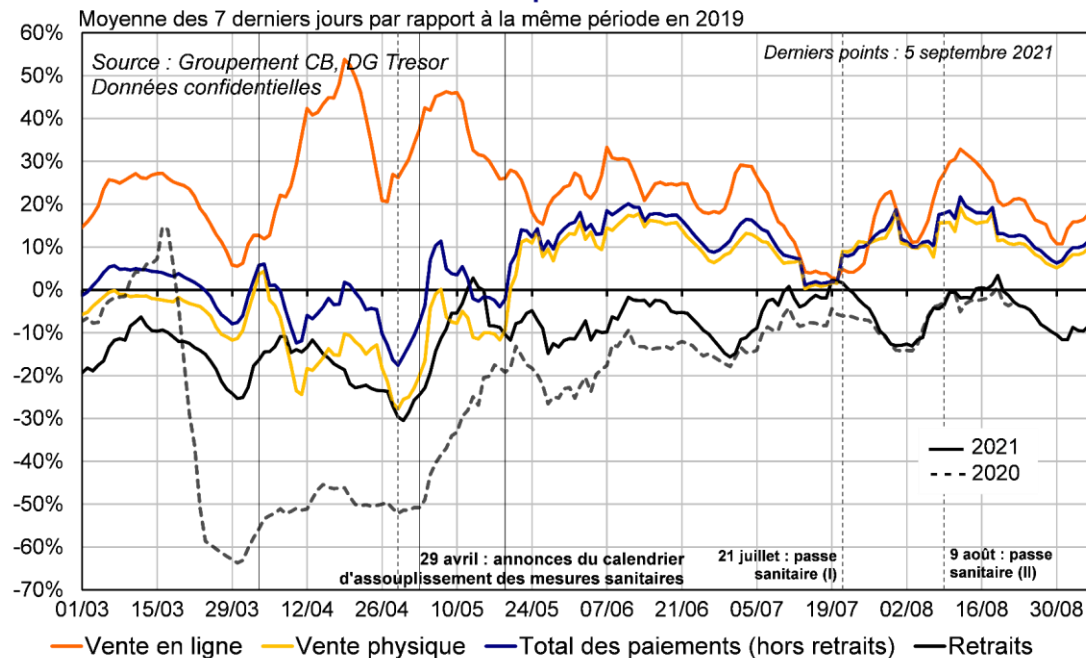


Poids des secteurs résilients/affectés (en % de la valeur ajoutée totale des branches en 2019) :

- Ensemble des secteurs résilients (24,6 %) : Agriculture : 1,7 % / Agro-alimentaire : 2,1 % / Energie, eau, déchets : 2,6 % / Services immobiliers : 12,8 % / Information et communication : 5,4 %
- Ensemble des secteurs les plus affectés (12,0 %) : Matériels de transport : 1,6 % / Services de transport : 4,6 % / Hébergement et restauration : 5,9 % / Arts, spectacles et autres services : 2,9 %

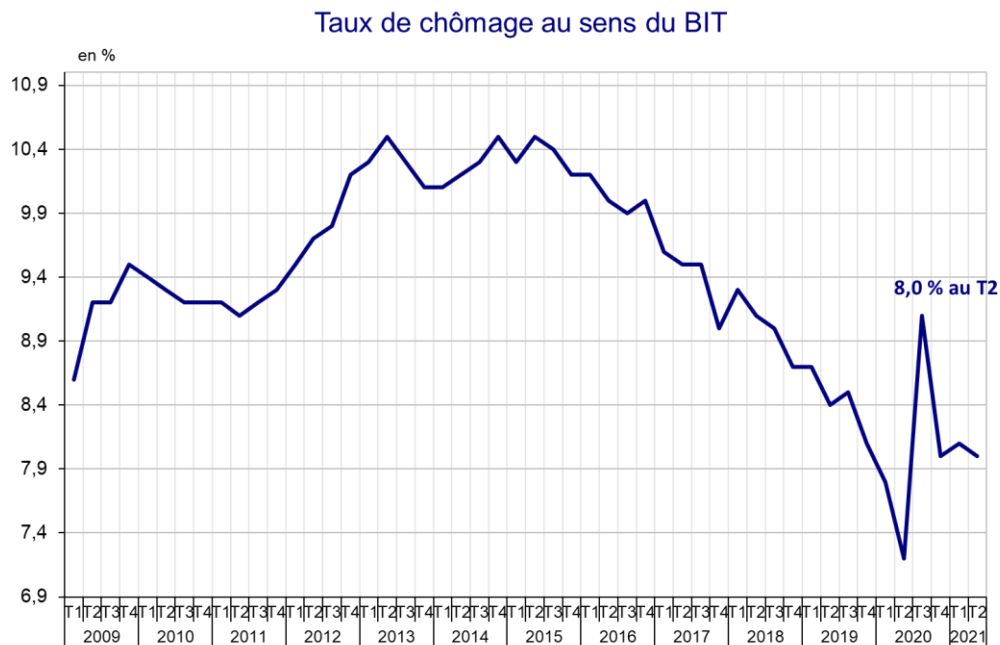
Les dépenses par cartes bancaires sont en forte reprise depuis mai et suggèrent un impact limité du passe sanitaire sur l'activité.

Montants de différents types de transactions par cartes bancaires CB - période récente



Direction générale du Trésor

Après une évolution heurtée pendant la crise, le taux de chômage est revenu mi-2021 à un niveau proche de celui de 2019.



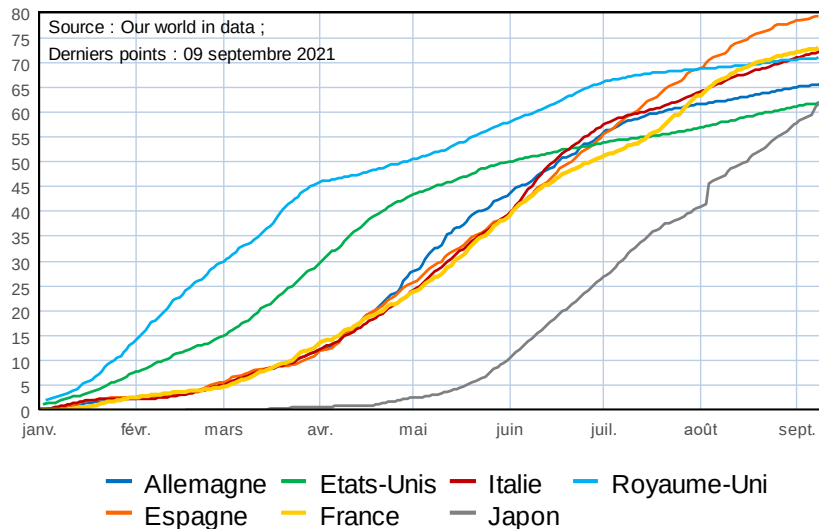
Source : Insee.

Champ : France entière hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus

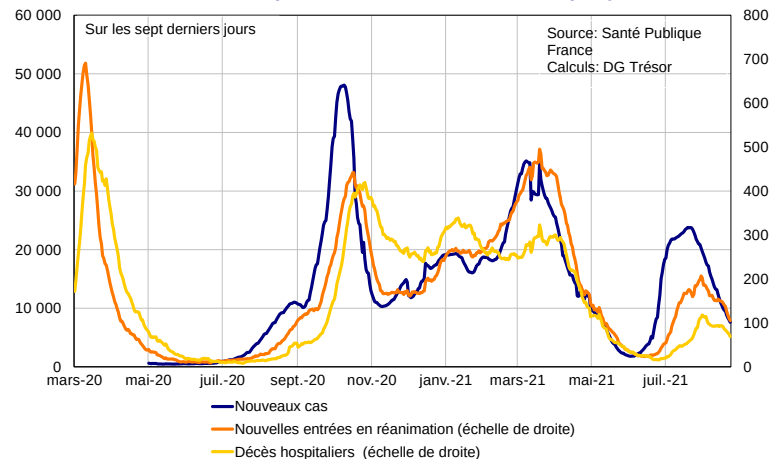
Direction générale du Trésor

En France, la couverture vaccinale à 1 dose est une des plus élevées d'Europe.

72% de la population française a été vaccinée
% de la population totale ayant reçu au moins une dose

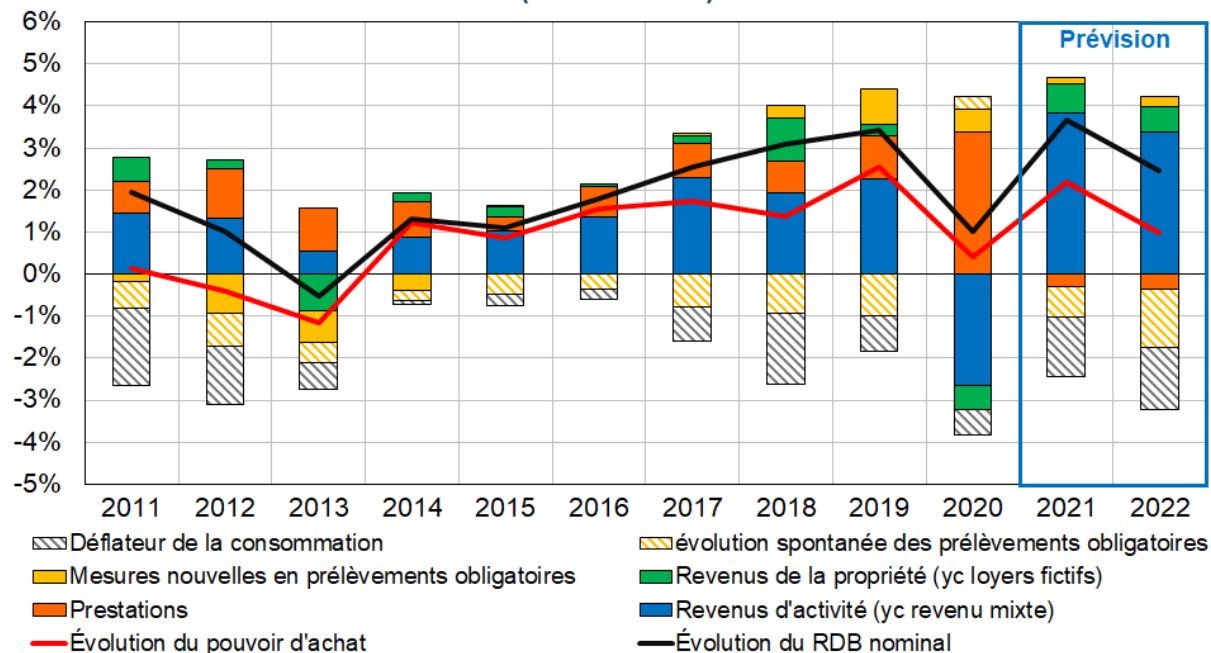


Nouveaux cas, admissions en réanimation et décès



Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de façon soutenue en 2021 et 2022, grâce au rebond des revenus d'activité.

**Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat
(RDB en noir)**



Direction générale du Trésor

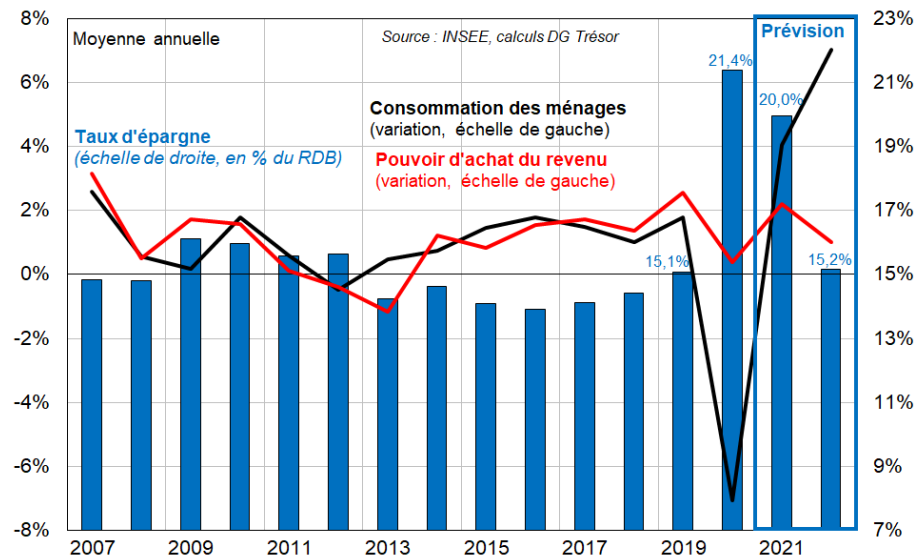
Le taux d'épargne des ménages se normaliserait progressivement.

Niveau de consommation des ménages estimé,
écart au 4ème trimestre 2019, en %

	2020	2021T1	2021T2
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	-0,1	-2,3
Industrie	-4,7	-0,9	-3,4
Construction	-8	-1,1	-1,8
Service principalement marchands	-12,1	-15,2	-11,3
Services principalement non marchands	-8,3	-0,4	0,9
Total	-7,6	-6,8	-5,9

Source : Insee

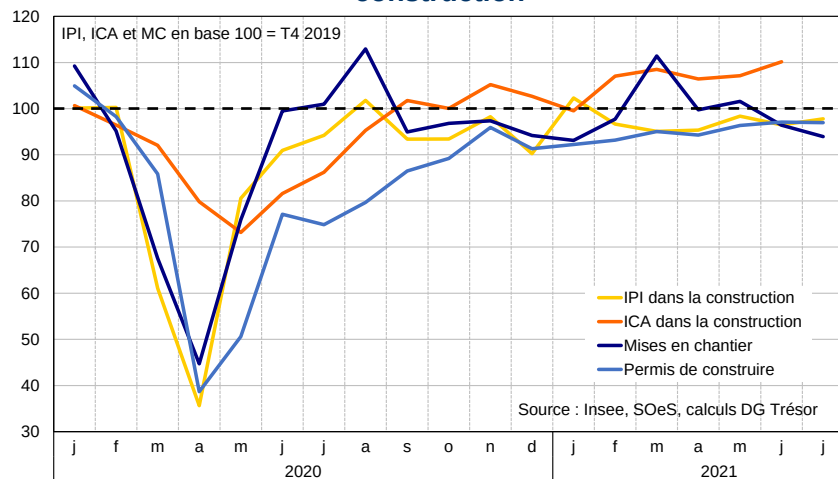
Pouvoir d'achat, consommation et taux d'épargne des ménages



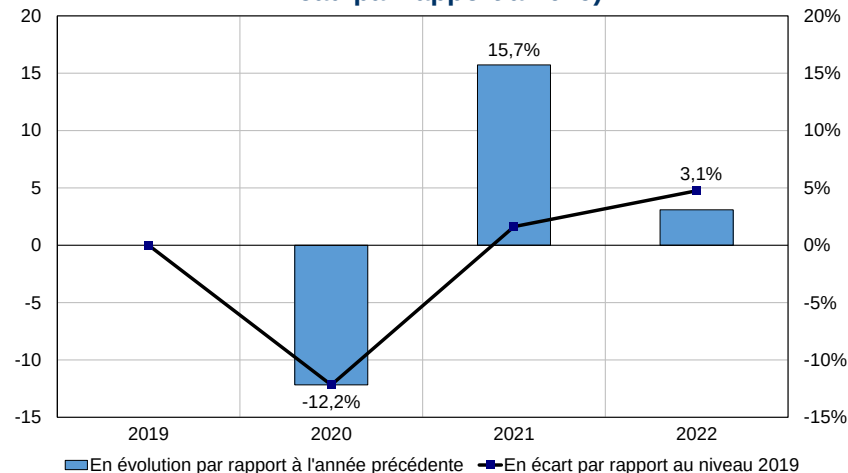
Direction générale du Trésor

L'investissement des ménages rebondirait sensiblement en 2021, dépassant son niveau d'avant-crise. Il resterait dynamique en 2022.

Evolution des indicateurs conjoncturels dans la construction

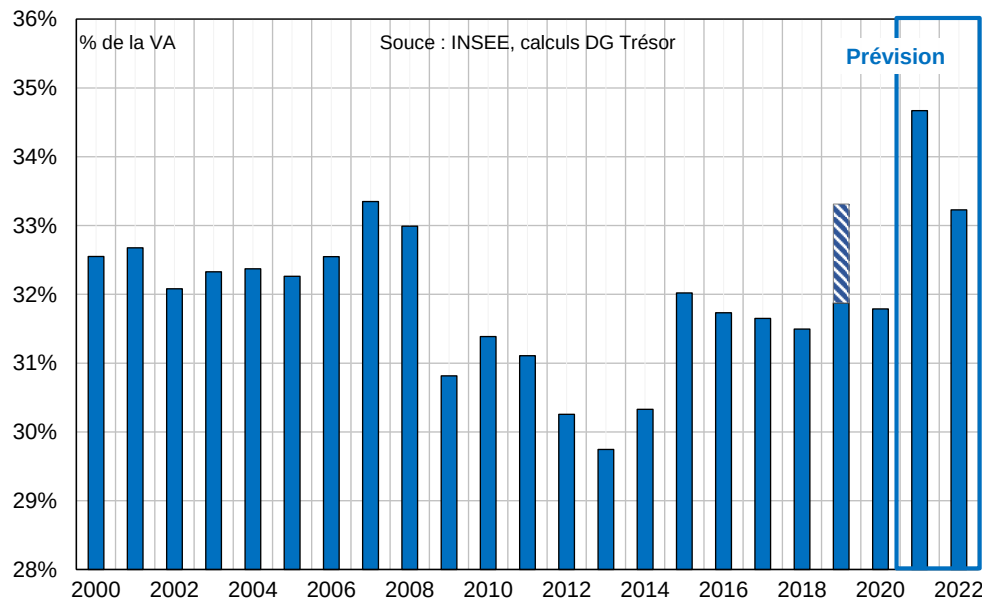


Investissement des ménages (en croissance et en niveau par rapport à 2019)

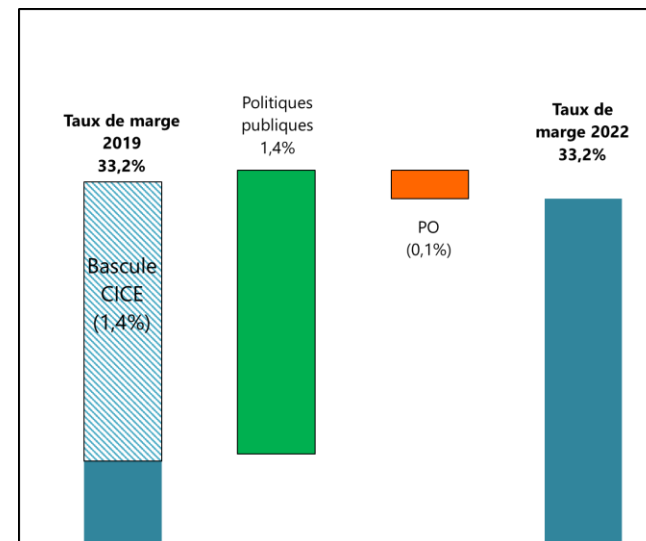


Le taux de marge des SNF serait élevé en 2021 et en 2022, grâce au soutien des mesures d'urgence puis de relance.

Taux de marge des sociétés non financières françaises



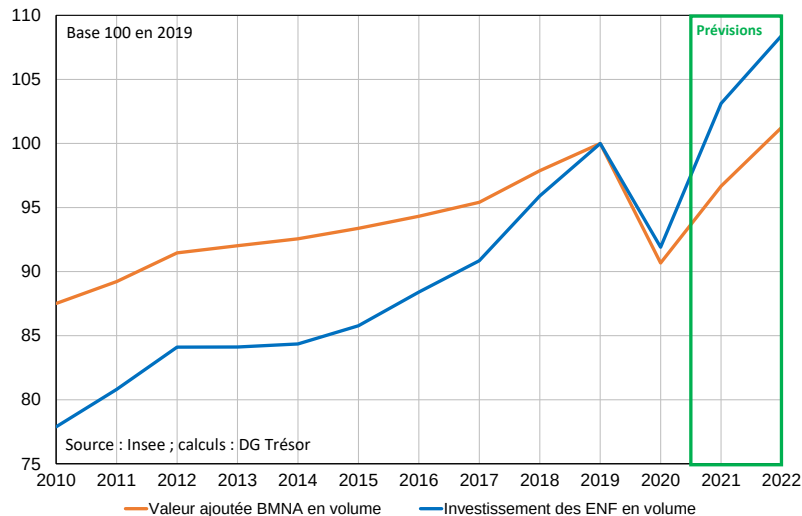
Décomposition de la variation du taux de marge 2019-2022



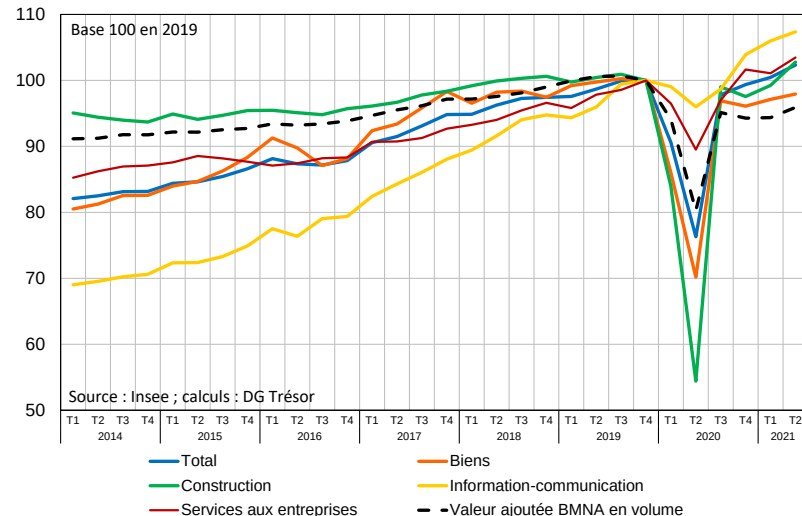
Direction générale du Trésor

Après avoir bien résisté en 2020, l'investissement des entreprises serait particulièrement dynamique en 2021 et en 2022.

Investissement des entreprises non financières et valeur ajoutée BMNA en volume



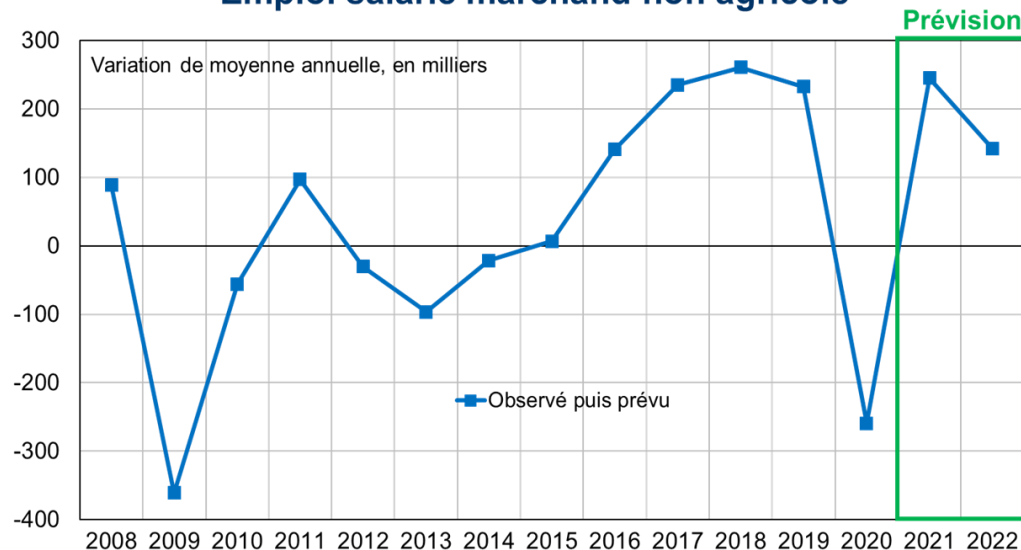
Investissement des entreprises non financières par produit et valeur ajoutée BMNA en volume



Direction générale du Trésor

Après une chute importante mais limitée par l'activité partielle en 2020, l'emploi marchand rebondirait en 2021 et ralentirait en 2022.

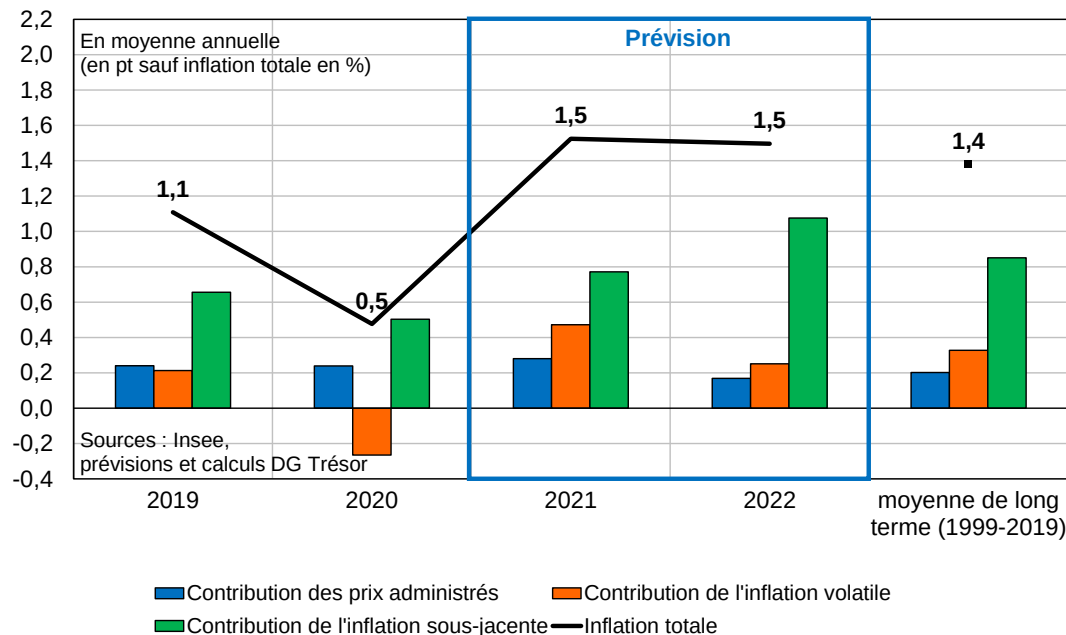
Emploi salarié marchand non agricole



Cette prévision d'emploi a été arrêtée avant la publication par l'Insee le 8 septembre de l'estimation détaillée de l'emploi salarié au 2^e trimestre 2021. Elle n'intègre donc pas la révision à la hausse des créations d'emploi au premier semestre, qui constitue un aléa haussier sur l'emploi en 2021.

L'inflation totale serait en nette hausse en 2021, en lien avec le rebond des prix de l'énergie, puis se stabiliserait en 2022.

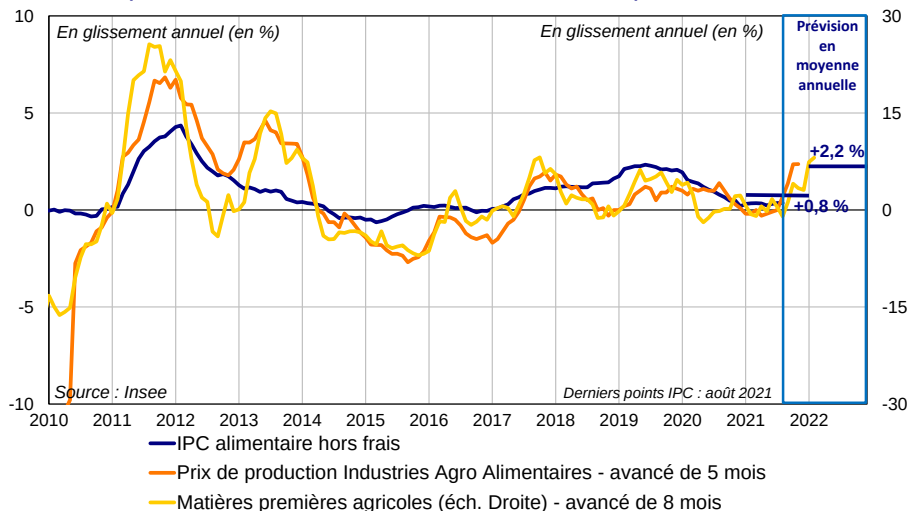
Contributions à l'inflation totale



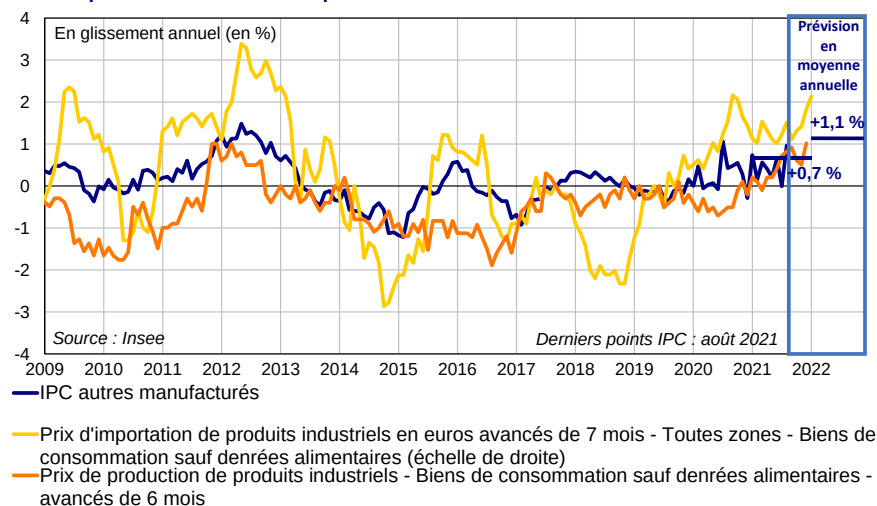
Direction générale du Trésor

Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement se répercuteraient sur l'inflation à la fin 2021, avec un effet maximal au 1er semestre 2022.

Matières premières, prix de production (marché intérieur) et prix à la consommation alimentaires - Séquence décalée

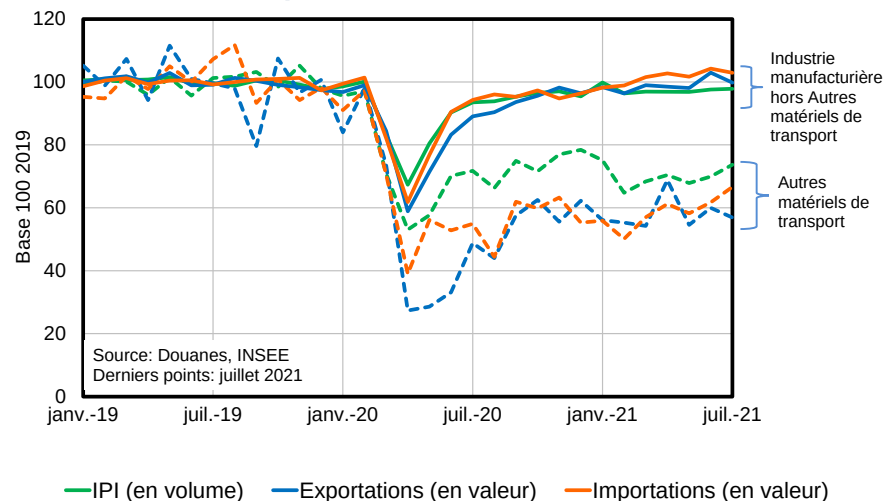


IPC autres produits manufacturés et prix de production et d'importation de biens de consommation

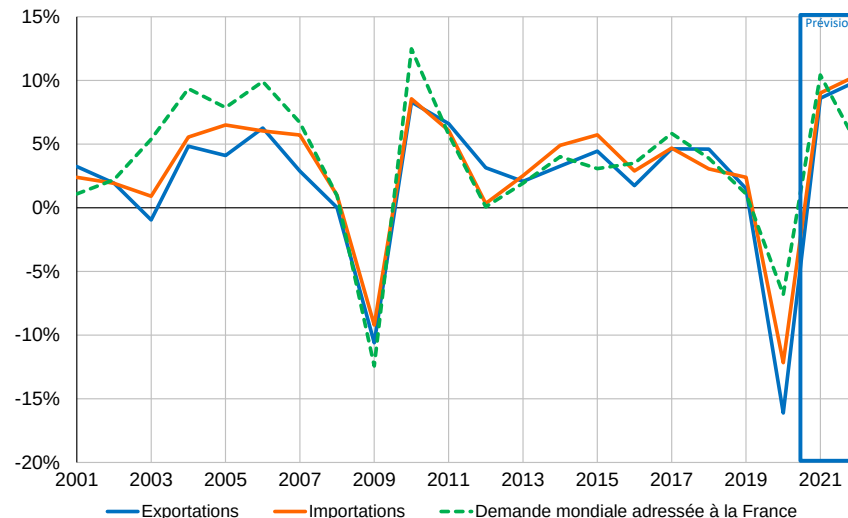


Les échanges extérieurs ont rebondi, mais restent pénalisés par l'aéronautique.

Exportations-importations et indice de la production industrielle



Evolution du commerce extérieur



Le PIB rebondirait fortement en 2021 (+6 %) puis progresserait à un rythme encore soutenu en 2022 (+4 %).

Prévisions économiques actualisées pour la France

(écarts au PLFR1 / Programme de Stabilité)

	2020 ¹	2021	2022	Différence de niveau en 2021/2019	Différence de niveau en 2022/2019
Opérations sur biens et services en volume					
Produit intérieur brut (CJO)	-8,0 (0,2)	6,0 (1,0)	4,0 (0,0)	-2,5 (1,1)	1,5 (1,3)
Indice des prix à la consommation	0,5 (0,0)	1,5 (0,4)	1,5 (0,7)		
Indice d'inflation sous-jacente brut	0,6 (0,0)	1,1 (0,5)	1,5 (0,6)		
Masse salariale versée par les entreprises*	-6,2 (-1,0)	6,2 (1,3)	6,1 (0,9)	-0,3 (0,3)	5,7 (1,1)

* Branches marchandes non agricoles (BMNA)

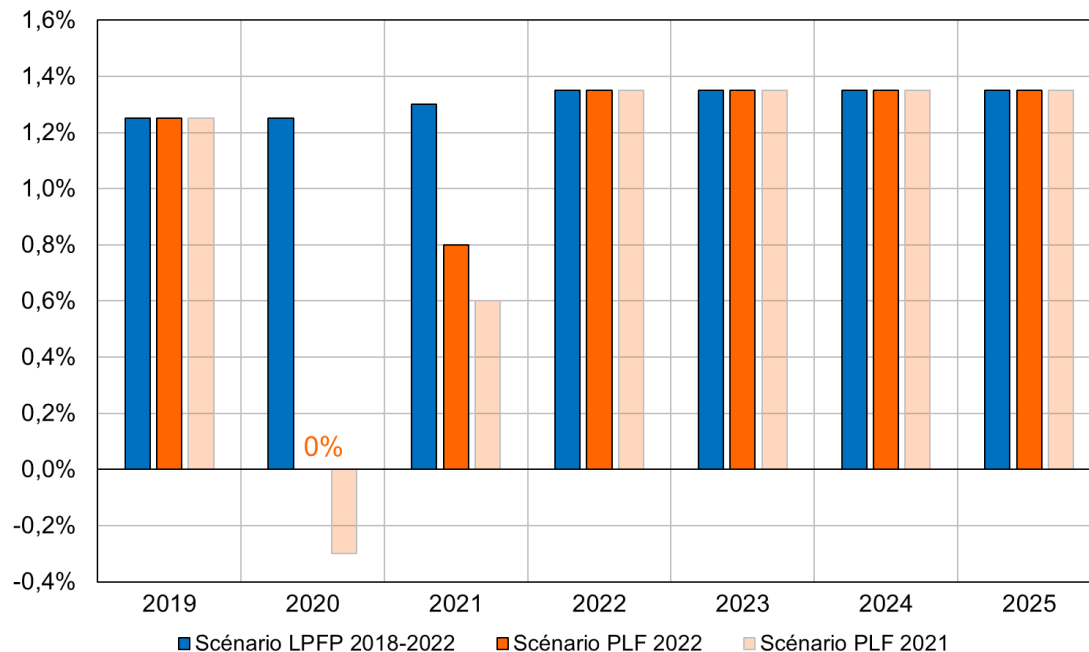
¹ Les données présentées ici sont celles des comptes nationaux annuels provisoires publiés par l'INSEE le 28 mai 2021.

Les prévisions sous-jacentes au PLF sont très proches de celles des autres prévisionnistes.

Prévisions de croissance pour la France						
<i>en %</i>	date de la prévision	2020	2021	2022	2021/2019	2022/2019
Gouvernement (PLF 2022)	septembre 2021	-8,0	6,0	4,0	-2,5	1,5
OCDE	21 septembre 2021	-8,0	6,3	4,0	-2,2	1,7
Consensus Forecasts	16 septembre 2021	-8,0	6,1	3,8	-2,4	1,3
Banque de France	13 septembre 2021	-8,0	6,3	3,7	-2,2	1,4
Insee	07 septembre 2021	-8,0	6 ¼	/	-8,0	/
FMI	27 juillet 2021	-8,0	5,8	4,2	-2,7	1,4
Commission Européenne	07 juillet 2021	-8,0	6,0	4,2	-2,5	1,6

L'impact de la crise sur le PIB potentiel serait un peu moins marqué, grâce au rebond rapide de l'activité, de l'emploi et l'investissement.

Croissance potentielle



Direction générale du Trésor

Les aléas sur le scénario macroéconomique restent nombreux, l'évolution de la situation sanitaire restant le plus important.

- **Situation sanitaire**
 - Calendrier de levée des restrictions en France ,
 - Risque d'apparition de nouveaux variants plus résistants
 - Situation chez les pays partenaires, notamment chez les émergents (vaccination plus faible)
- **Comportement des agents en sortie de crise**
 - Rythme de consommation de la sur-épargne des ménages
 - Investissement des entreprises (surcroît de dette et de trésorerie lié à la crise)
- **Risques internationaux**
 - Évolution des tensions d'approvisionnement
- **Évolutions structurelles**
 - Changement durable des comportements de consommation (restauration, culture, tourisme etc.)
 - Impact des nouvelles pratiques de travail
 - Impact de la numérisation

- Scénario économique du PLF 2022
- **Finances publiques et principales mesures du PLF 2022**
- Programme de financement

Face à la crise, un soutien massif à l'activité en 2020 et 2021 pour préserver la capacité de rebond et la trajectoire des finances publiques à moyen-terme

Texte financier	Solde nominal public pour 2021 (% du PIB)
LFI 2021	-8,5
LFR I	-9,4
PLF 2022	-8,4

- Les principales mesures 2021 visant à soutenir les entreprises entrent progressivement en extinction compte tenu de l'amélioration de la situation économique :

- Extinction de l'activité partielle exceptionnelle Covid, remplacée par (1) régime de droit commun (RàC 40%) et (2) activité partielle longue durée (RàC 15%) ;
- Suppression du fonds de solidarité au 30 sept 2021, sauf Outre-Mer. Pour les entreprises toujours soumises à restrictions (S1-S1bis), dispositif coûts fixes (couverture partielle des pertes d'exploitation).

- En 2022, perdureraient principalement :
 - le maintien d'une provision exceptionnelle de dépenses de santé, pour financer notamment les tests et la campagne de vaccination ;
 - les coûts des garanties publiques (PGE) octroyées pour maintenir l'accès au crédit des entreprises et écarter les risques de liquidité.
- Le plan France Relance de 100Md€ (financé à hauteur de 40Md€ par l'UE), démarré dès l'automne 2020, a très fortement accéléré en 2021 pour accentuer le rebond de la croissance et préparer l'avenir : verdissement de l'économie, compétitivité et indépendance stratégique, cohésion sociale et territoriale.
- En 2021 ont aussi eu lieu la montée en charge des dépenses en faveur des personnels soignants et de l'investissement dans le système de soins décidées en 2020 (Ségur de la santé) et un rattrapage de certaines dépenses évitées ou reportées en 2021 du fait de la crise, principalement l'investissement local (+15%).

La prévision de finances publiques du PLF 2022 repose sur un déficit de -8,4% en 2021, sous l'hypothèse d'un taux de croissance de l'activité économique de +6 %.

Mesures de soutien d'urgence et plan France Relance : protéger les entreprises et les ménages et favoriser le rebond de la croissance

Soutien d'urgence (en Md€)	2020	2021	2022
Activité partielle (AP Covid, hors APLD)	26,5	9,3	0,0
Fonds de solidarité et aides annexes, y compris secteurs sport, montagne, culture	15,9	23,0	0,0
Dépenses de santé	14,0	14,7	5,0
Exonérations et aide au paiement des cotisations sociales	5,8	2,6	0,0
Trésorerie de l'Agence de services et de paiement (ASP) et de Santé publique France (SPF)*	-2,6	2,6	0,0
Prolongation des revenus de remplacement et décalage de l'entrée en vigueur de la réforme de l'assurance-chômage	3,9	5,3	0,3
Report en arrière des déficits sur l'assiette fiscale de l'IS	0,1	0,9	-0,1
Crédit d'impôt bailleurs	0,0	0,1	0,0
Autres mesures de soutien spécifiques (masques, permittents, etc.)	6,4	2,5	0,2
Sinistralité BEI	0,0	0,0	0,5
Sinistralité PGE nette des primes	-0,2	0,1	2,2
Dotations pour dépenses accidentelles	0,0	1,5	0,0
Autres dépenses sous norme pilotable	0,0	1,0	0,0
Total	69,7	63,7	8,1

Plan de relance (en Md€)	2020	2021	2022
Impulsion avant financement UE (A)	1,8	38,2	30,1
Financement UE (B)		-16,5	-10,6
Plan de relance net des financements UE (A+B)	1,8	21,7	19,6

Le budget 2022 vise à renforcer les fondamentaux de l'économie française

		2019	2020	2021	2022
Capacité de financement	(% PIB)	-3,1	-9,1	-8,4	-4,8
<i>Solde conjoncturel</i>	<i>(% PIB)</i>	0,4	-4,3	-1,5	0,1
<i>Solde structurel*</i>	<i>(% PIB potentiel)</i>	-2,5	-1,9	-6,8	-4,7
<i>One-offs</i>	<i>(% PIB potentiel)</i>	-1,0	-2,8	-0,1	-0,2
Ajustement structurel*	(% PIB potentiel)	-0,2	0,6	-4,9	2,1
Taux de prélèvements obligatoires	(% PIB)	43,8	44,5	43,7	43,5
Ratio de dépense publique	(% PIB)	53,8	60,8	59,9	55,6
Croissance de la dépense publique, hors crédits d'impôts	(croissance en valeur)	2,8	6,8	4,8	-2,0
	(croissance en volume)	1,9	6,6	3,4	-3,5
<i>... retraitée de la création de France compétences en 2019 et des mesures de soutien et de relance en 2020, 2021 et 2022</i>	<i>(croissance en volume)</i>		1,2	2,1	0,8
Dette	(% PIB)	97,5	115,0	115,6	114,0

**La décomposition structurelle est présentée sur la base d'une croissance potentielle révisée à 0,0% en 2020 et 0,8 % en 2021, avant de retrouver sa dynamique d'avant crise à 1,35 %. Dans le cadre potentiel de la LPFP, caractérisé par une croissance potentielle de 1,25 % en 2020 et 1,30 % en 2021 , le solde structurel serait de -1,3 pt en 2020, -5,8 pts en 2021 et -3,7 pts en 2022.*

Un projet de loi de finances pour 2022 (PLF 22) conciliant normalisation progressive en sortie de crise, préparation de l'avenir et sérieux budgétaire.

Sortie de crise

Après la hausse de dépenses en 2020 et 2021, essentiellement due à la réponse à la crise sanitaire, une normalisation en 2022 :

- pas d'ouverture de crédits prévue en 2022 sur la mission budgétaire « **Plan d'urgence face à la crise sanitaire** » créée en 2020 (à l'exception de 0,2 Md€ pour l'achat de matériel sanitaire) ;
- baisse des crédits ouverts sur la mission « **Plan de relance** » créée en 2021. L'essentiel du plan sera déployé d'ici fin 2022.

La décrue de ces deux missions permet une maîtrise des dépenses **en PLF 2022**, tout en assurant le financement des priorités du Gouvernement depuis le début du quinquennat.

Préparation de l'avenir

Le PLF 2022 poursuit le financement des **priorités défendues par le Gouvernement depuis le début du quinquennat**, notamment :

- réarmement des fonctions régaliennes avec un renfort significatif des moyens des missions « Défense », « Justice » et « Intérieur » ;
- l'éducation, la jeunesse et l'enseignement supérieur ;
- le soutien aux plus précaires ;
- la transition écologique.

Un **plan d'investissement**, en cours de préparation, devrait être annoncé ultérieurement et dans ce cas intégré par amendement au PLF 2022.

Préparation de l'avenir

Une **réduction de près de la moitié du déficit public par rapport à 2021** : prévision de déficit de -4,8% du PIB en 2022.

Une **décrue du ratio de dette sur PIB dès 2022 : -1,5 point par rapport à 2021**, pour atteindre 114,0% du PIB.

Avant la crise liée à la Covid, **un effort de maîtrise des finances publiques a été conduit** depuis le début du quinquennat, via notamment des réformes structurelles, en parallèle d'une baisse massive des prélèvements obligatoires.

L'effort de maîtrise des finances publiques se poursuit en PLF 2022, avec notamment le début d'un plan pluriannuel d'économie sur les achats et la stabilité des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs sur le quinquennat.

A ceci s'ajoute la **transformation du cadre de gestion publique** pour plus d'efficacité, à travers la proposition de loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques.

S'agissant du PLFSS, les comptes sociaux resteraient affectés temporairement par la crise sanitaire et les mesures d'investissement dans le système de santé :

- La poursuite de la **mise en œuvre des accords du « Ségur de la Santé »** représente un **montant cumulé de 12 Md€** dont environ 10 Md€ sur le volet « rémunérations ».
- Une **provision de dépenses de santé exceptionnelle de l'ordre de 5 Md€** liée à la crise sanitaire est incluse en 2022.

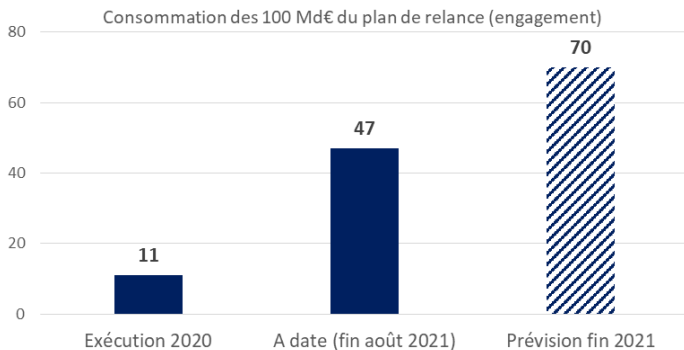
Près de la moitié du plan France Relance de 100Md€ a déjà été déployée

Pour stimuler la reprise et rehausser la croissance potentielle, le **plan France Relance, d'un montant de 100 Md€, a été lancé dès l'été 2020.**

Il répond aux trois défis structurels de l'économie française : (i) l'accélération de la **transition écologique**, (ii) l'amélioration de la **compétitivité** des entreprises et (iii) le renforcement des **compétences** ainsi que le développement de tous les territoires. Ce plan permettra notamment d'améliorer la compétitivité des entreprises grâce à la **baisse des impôts de production** (~ -10Md€).

La mise en œuvre du plan France Relance a été réalisée très rapidement. En effet, **un an après sa présentation, 47 Md€ ont déjà été engagés**, pour un objectif d'engagements de 70 Md€ d'ici la fin de l'année 2021

En Md€

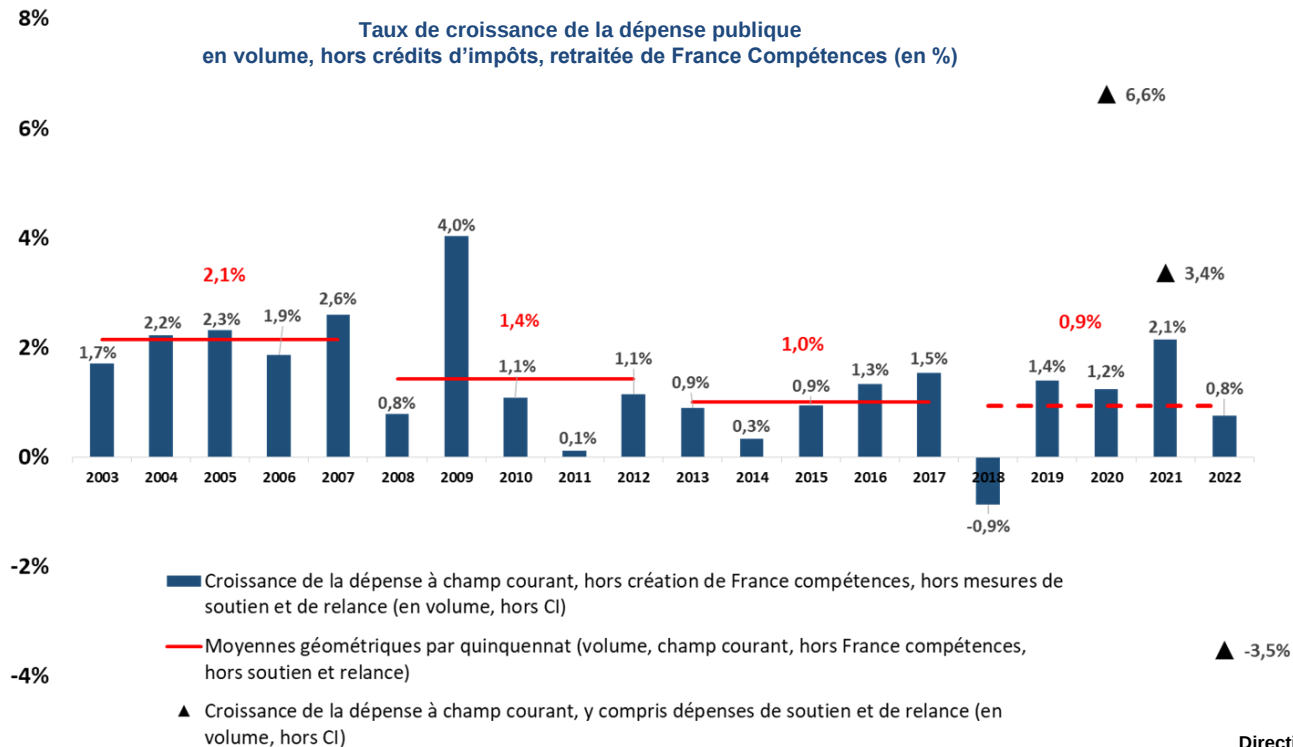


Exemples de projets financés par le plan France Relance:

- **Rénovation énergétique des bâtiments (2,6 Md€)**, notamment : rénovation thermique des bâtiments publics, au travers d'une part des dotations aux collectivités locales pour la rénovation énergétique de leurs bâtiments (0,9 Md€) et d'autre part des appels à projets destinés à la rénovation énergétique de 4 200 bâtiments de l'État ou de ses opérateurs (0,8 Md€) ; et le dispositif d'aide à la réhabilitation des logements privés MaPrimeRénov' (0,9 Md€).
- **Dispositifs bénéficiant à l'emploi et à la formation des jeunes (3,5 Md€)**, notamment : l'aide exceptionnelle à l'apprentissage (1,7 Md€), l'aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans (0,9 Md€), les dispositifs de formation aux métiers d'avenir (0,5 Md€) ou encore les service civique (0,4 Md€).

Les chiffres indiqués sont la consommation à date et non l'enveloppe totale des dispositifs.

Un rythme d'évolution de la dépense publique maintenu à un niveau maîtrisé hors les mesures temporaires liées à la crise sanitaire et au plan de relance



Direction générale du Trésor

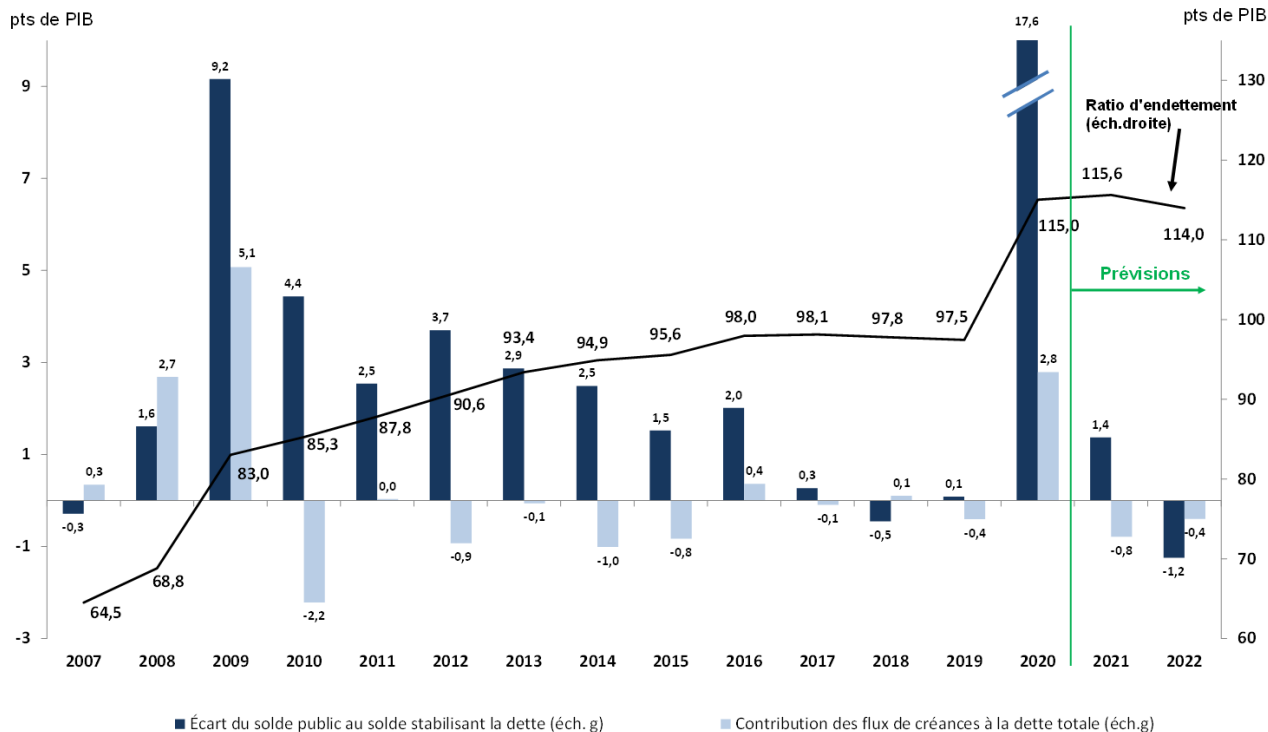
...qui s'est accompagnée d'une amélioration de la compétitivité des entreprises française et du soutien au pouvoir d'achat des ménages (1/2)

En milliards d'euros	2018	2019	2020	2021	2022
Total ménages	-1,1	-10,3	-9,2	-1,8	-3,4
Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales	-2,9	-3,6	-3,8	-2,6	-2,8
Remplacement de l'ISF par l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	-3,2				
Mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU)	-1,4	-0,3	-0,1		
Augmentation des taux Agirc-Arrco (part ménages)		1,1	-0,1	-0,0	0,0
Bascule cotisations CSG	4,4	-4,0	-0,3	0,6	-0,4
Annulation de la hausse de la CSG pour les retraités modestes		-1,6	0,1	0,0	-0,1
Fiscalité du tabac (effet net)	0,9	0,4	0,7	0,3	
Hausse de la fiscalité énergétique	2,4	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Elargissement du crédit d'impôt pour l'emploi de personnes à domicile	-1,0				
Transformation du CITE	-0,3	0,8	0,0	0,6	0,5
Exonération et défiscalisation des heures supplémentaires		-3,0	-0,8	-0,2	0,4
Réforme du barème de l'IR			-5,0	-0,4	
Transformation du crédit d'impôt services à la personne			-0,0	0,0	-1,1

...qui s'est accompagnée d'une amélioration de la compétitivité des entreprises française et du soutien au pouvoir d'achat des ménages (2/2)

En milliards d'euros	2018	2019	2020	2021	2022
Total entreprises	-8,6	0,0	-1,3	-15,3	-0,8
Baisse du taux d'IS de 33% à 25%	-1,2	-0,8	-2,5	-3,7	-2,9
CICE - montée en charge et hausse de taux de 6% à 7%	-3,3	-0,5	-0,0	-1,3	-0,1
Surtaxe exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés	-4,8	-0,0	-0,0		
Hausse de la fiscalité énergétique	1,3	-0,1	-0,0	-0,0	-0,0
Augmentation des taux Agirc-Arrco (part entreprises)		0,7			
Réforme de la taxation des plus-values brutes à long terme		0,4	0,2	-0,2	-0,0
Taxe sur les services du numérique		0,3	0,1		
Création d'un crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires	-0,6		0,6		
Limitation de l'avantage DFS dans le calcul des AG			0,4		
Remboursement immédiat des créances de carry-back			-0,1	-0,4	0,6
Assouplissement des paramètres du carry-back				-0,4	0,4
Baisse des impôts de production				-10,6	-0,0
Retour IS de la suppression des impôts de production				1,5	1,3
CI bailleurs				-0,1	0,1
Ressources affectées à France Compétences contribuant au financement du Plan d'Investissement dans les Compétences	0,3	1,3			
Total hors transformation du CICE (hors France Compétences)	-9,4	-9,0	-10,5	-17,1	-4,1
<i>Effet temporaire de la transformation du CICE (effet sur les PO)</i>		-20,1	14,4	0,5	1,7
<i>Total (hors France Compétences)</i>	-9,4	-29,1	3,9	-16,6	-2,5

Après la forte hausse de 2020, le ratio de dette se stabiliserait à court terme



Direction générale du Trésor

- Scénario économique du PLF 2022
- Finances publiques et principales mesures du PLF 2022
- **Programme de financement**

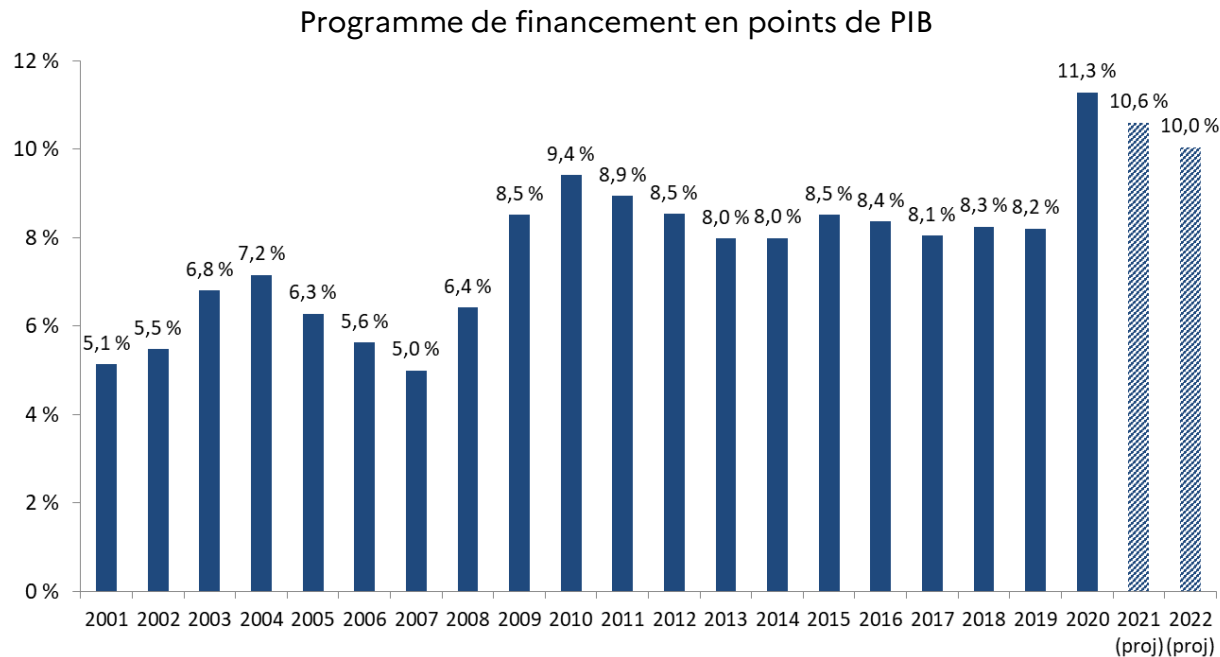
Tableau de financement de l'État pour 2021

En milliards d'euros	2021 LFI	2021 LFR juillet 2021	2021 Révisé PLF 2022
Besoins de financement			
Amortissement de la dette à moyen et long terme	118,3	118,3	118,3
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	117,5	117,5	117,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	0,8	0,8	0,8
Amortissements des autres dettes	0,0	0,0	0,0
SNCF Réseau - amortissements	1,3	1,3	1,3
Déficit à financer	173,3	220,1	197,6
Autres besoins de trésorerie	0,1	-1,4	-3,7
Total	293,0	338,3	313,5
Ressources de financement			
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats (OAT)	260,0	260,0	260,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0	0,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme (BTF)	19,5	19,5	5,0
Variation des dépôts des correspondants	7,0	3,9	3,9
Variation des disponibilités du Trésor	0,0	48,4	32,8
Autres ressources de trésorerie	6,5	6,5	11,8
Total	293,0	338,3	313,5

Tableau de financement de l'État pour 2022

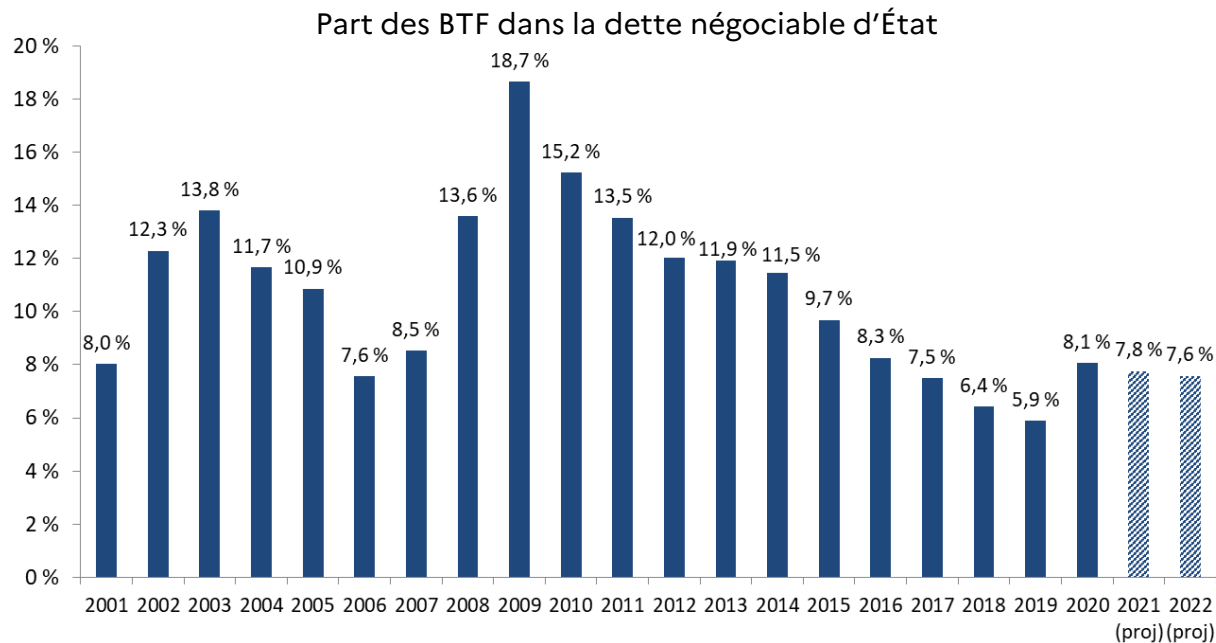
En milliards d'euros	2020	2021 Révisé PLF 2022	2022	Écart (2021-2022)
Besoins de financement				
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,1	118,3	149,8	31,5
<i>Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)</i>	130,5	117,5	146,3	28,8
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	5,6	0,8	3,5	2,7
Amortissements des autres dettes	0,5	0,0	0,0	0,0
SNCF Réseau - amortissements	1,7	1,3	3,1	1,8
Déficit à financer	178,1	197,6	143,4	-54,2
Autres besoins de trésorerie	-6,9	-3,7	-3,6	0,1
Total	309,5	313,5	292,7	-20,8
Ressources de financement				
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats (OAT)	260,0	260,0	260,0	0,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0	0,0	1,9	1,9
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme (BTF)	54,7	5,0	5,0	0,0
Variation des dépôts des correspondants	27,8	3,9	0,0	-3,9
Variation des disponibilités du Trésor	-63,4	32,8	22,3	-10,5
Autres ressources de trésorerie	30,4	11,8	3,5	-8,3
Total	309,5	313,5	292,7	-20,8

Le financement de moyen-long terme (OAT)



Source: AFT, septembre 2021

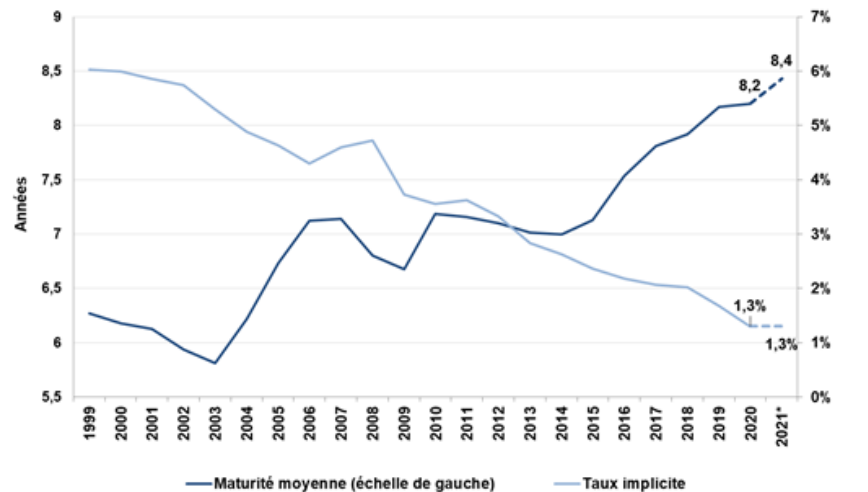
Le financement de court terme (BTF)



Source: AFT, septembre 2021

Maturité de la dette

Maturité moyenne et coût de la dette de l'État



* À fin août 2021

Source: AFT, septembre 2021

Maturité moyenne des émissions de moyen et long terme (en années)

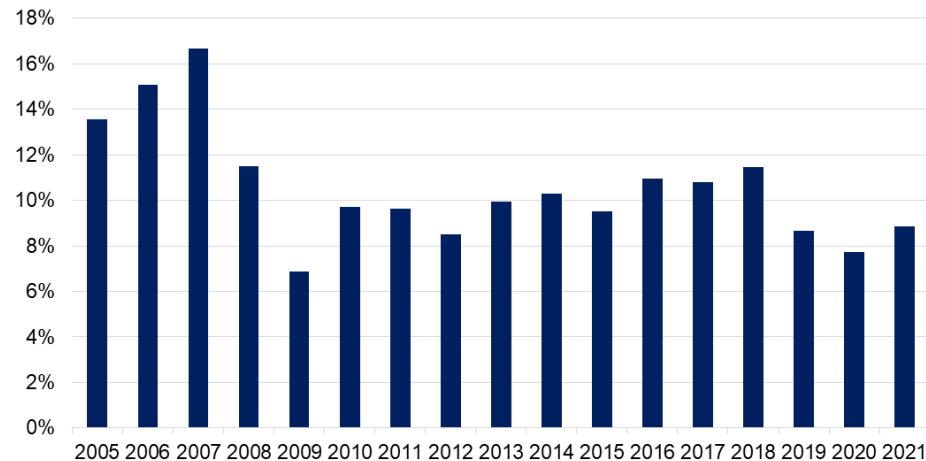
2012	2013	2014	2015	2016
8.1	8.6	8.9	9.1	11.5

2017	2018	2019	2020	2021
11.8	10.4	11.1	11.5	12.8

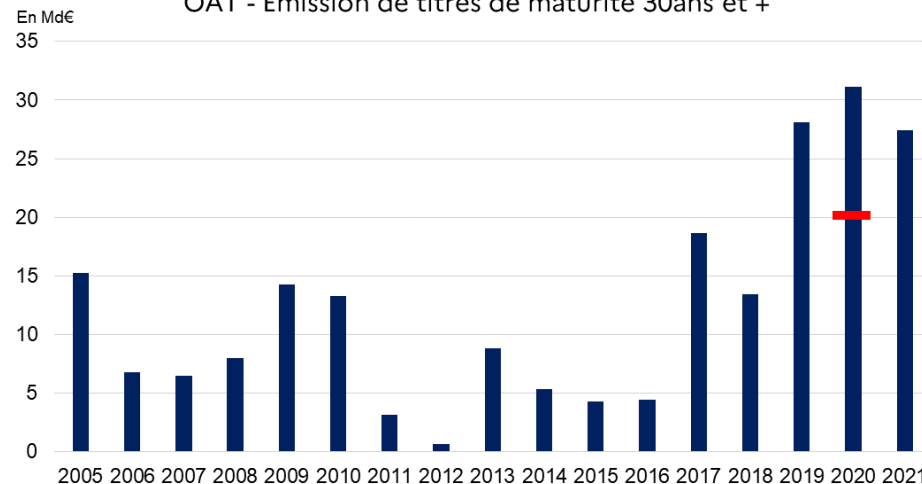
Source: AFT, 2021 à fin-août

Evolution de la demande

OAT indexées en % du programme net d'OAT



OAT - Émission de titres de maturité 30ans et +



Source: AFT, septembre 2021, la barre correspond à fin septembre 2020

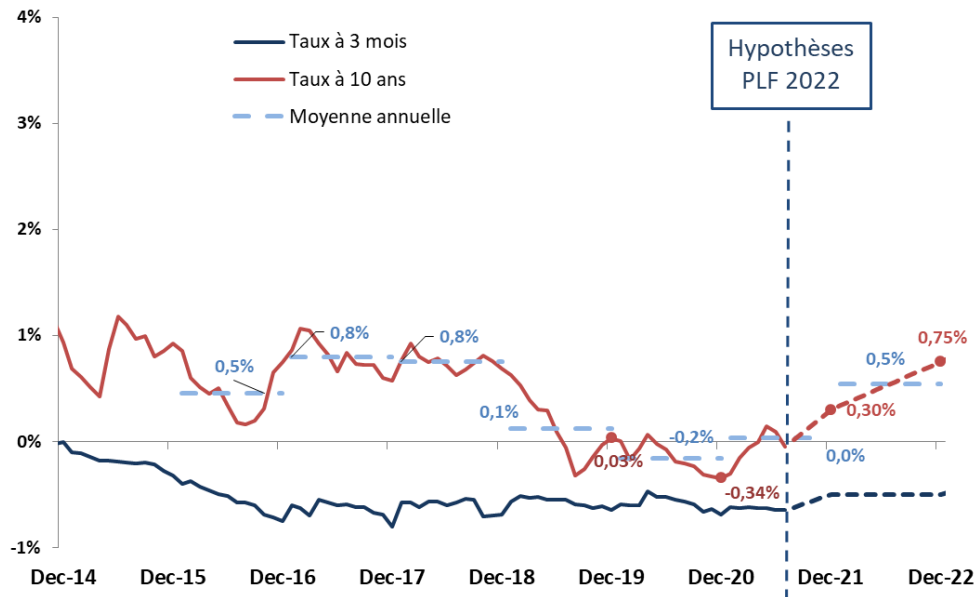
Conditions de financement

ÉVOLUTION DES CONDITIONS DE FINANCEMENT

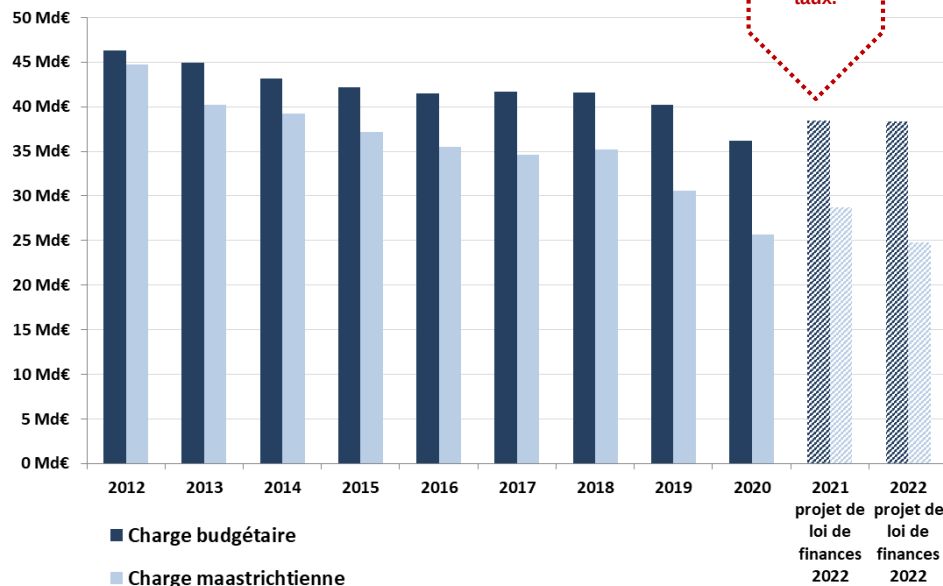
Taux moyens pondérés		moyenne 1998-2008	moyenne 2009-2018	année 2019	année 2020	année *	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 *
COURT TERME	Ensemble des BTF	3,15%	0,02%	-0,58%	-0,56%	-0,64%	-0,65%	-0,62%	-0,63%	-0,65%
	dont BTF à 3 mois	3,10%	-0,01%	-0,57%	-0,57%	-0,64%	-0,66%	-0,62%	-0,64%	-0,65%
MOYEN ET LONG TERME	Émissions à plus d'un an à taux fixe (hors titres indexés)	4,15%	1,52%	0,11%	-0,13%	-0,06%	-0,26%	-0,08%	0,00%	-0,11%
	dont émissions à 10 ans à taux fixe (hors titres indexés)	4,44%	2,01%	0,23%	-0,12%	-0,04%	-0,29%	-0,21%	0,10%	-0,04%
	Ensemble des émissions	3,73%	0,80%	-0,12%	-0,30%	-0,27%	-0,42%	-0,27%	-0,25%	-0,30%

Données à date

Scénario de taux retenu pour le PLF



Charge de la dette en 2022





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



AGENCE
FRANCE TRÉSOR